

le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

LE 14 MARS 1999

N° 266 PRIX 4 FF



UNE GUERRE POUR LE CONTROLE

DES DIAMANTS

SOMMAIRE AU VERSO

S O M M A I R E

Page 2
Editorial

Page 3
Excision: une pratique barbare à combattre

Page 5
Ethiopie: derrière le conflit, une volonté de détourner les mécontents populaires

Page 6
Côte d'Ivoire: Dibonnan, le magicien ...

Page 7
Tchad: Déby libère Yorongar, un opposant

Page 8
Esclavage: une reconnaissance tardive et hypocrite...

Page 9
Il y a 80 ans, naissait l'Internationale

ABONNEMENT

FRANCE:

1 an: 85 FF

Le paiement se fait uniquement en liquide ou en timbres-postes courants.

ETRANGER :

Même tarif mais uniquement en coupons-réponses internationaux.

ADRESSE :

DUFEAL-COMBAT OUVRIER;
Pour le PAT B.P. 42
92114 -CLICHY Cedex

2

é d i t o r i a l

SIERRA LEONE

**UNE GUERRE POUR
LE CONTROLE DES DIAMANTS**

La Sierra Leone est aujourd'hui, après huit ans de guerre civile, un pays totalement dévasté et sinistré. Sa capitale, Freetown, est devenue un véritable champ de ruines et de désolation. De 600 000 habitants avant la guerre, sa population serait passée à 150 000. Tantôt entre les mains des partisans du RUF (Front Révolutionnaire Uni) de Foday Sankho, tantôt entre celles des "casques blancs" de l'ECOMOG (soldats majoritairement nigériens dépêchés par l'OUA), Freetown vit dans la terreur. 10 à 20 000 civils ont été massacrés, en grande partie dans la capitale et ses proches environs. Plus d'un demi million de Sierra-leonais se sont réfugiés en Guinée et au Libéria voisins.

La rébellion du RUF a débuté en 1991. Son chef, un ancien militaire, Foday Sankho, voulait imiter le dictateur sanguinaire du Libéria, Charles Taylor, qui, pour assouvir ses ambitions, fit basculer son pays dans l'une des plus grandes tragédies de guerre ethnique que l'Afrique ait connues durant ces dernières décennies.

En 1996 le RUF et le pouvoir de Ahmed Téjan Kabbah parviennent à un "accord de paix" qui volera en éclats l'année suivante (mai 1997) à la suite d'un coup d'Etat militaire de John Paul Koromah soutenu par les forces du RUF. C'est depuis cette date que la guerre civile s'est intensifiée. Le régime nigérian, voulant rétablir son protégé, Téjan Kabbah, y a dépêché un contingent militaire, croyant qu'il allait pouvoir le faire en toute simplicité. De huit cents militaires en 1997, le contingent nigérian est passé à plus de 10 000 aujourd'hui et celui qu'il voulait remettre en selle n'est toujours pas parvenu à reprendre le pouvoir. Le Nigéria y a déjà perdu plus de 700 militaires et son intervention armée dans ce pays lui coûterait environ un million de dollars par jour. Ne pouvant plus y faire face tout seul, le pouvoir nigérian est parvenu à faire avaliser sa politique par l'OUA et l'ONU. Des soldats ghanéens et guinéens sont venus renforcer sa troupes. Le gouvernement malien aurait, quant à lui, décidé

d'y envoyer 400 soldats. Aujourd'hui les forces de l'ECOMOG totaliseraient 15 000 soldats auxquels s'ajoutent les trois ou quatre mille soldats de l'armée nationale de Sierra Leone.

Aujourd'hui encore, bien que les forces du RUF aient été éloignées de la capitale par la dernière offensive de l'ECOMOG, on ne peut pas dire qu'il y a un seul pouvoir en Sierra Leone. En réalité, le pays est entre les mains de plusieurs gangs, de plusieurs seigneurs de guerre que le RUF prétend contrôler. Ses bandes armées sont d'autant plus déterminées à ne pas lâcher leurs bouts de territoire qu'ils sont riches en mines de diamant. Chaque chef de guerre voudrait en avoir le contrôle pour s'enrichir. Et il n'est pas impossible que derrière chacun d'eux ne se cachent des financiers ou des firmes intéressées par cette pierre précieuse. Des journalistes sur place y ont fait état de "mercenaires blancs venus des pays de l'Europe de l'Est". Pour les capitalistes intéressés par les diamants, il pourrait s'agir-là d'un "investissement" prometteur en cas de victoire de leur camp.

Les populations civiles souffrent dramatiquement de cette guerre. Elles sont prises en

tenailles entre les partisans du RUF et les forces de l'ECOMOG et subissent leurs violences. Les "rebelles" du RUF enrôlent de force des jeunes enfants, les droguent ou les saoulent, puis les arment et leur font commettre des atrocités sur les populations civiles. Ils n'hésitent pas à amputer un bras ou une jambe à quelqu'un qu'ils soupçonnent de ne pas être de leur bord.

Mais les "casques blancs" de l'ECOMOG ne se comportent guère mieux. Ils n'hésitent pas eux aussi à torturer, violer, piller et racketter la population. Dans les zones sous leur contrôle, les exécutions sommaires sont monnaie courante. Et cette guerre est loin d'être terminée. Le chiffre de 10 à 20 000 civils massacrés n'est malheureusement que provisoire. Même en cas de victoire de l'une ou de l'autre des factions rivales, les populations pauvres n'en ont rien de bon à attendre.

Cette situation dramatique n'est malheureusement qu'une répétition de situations déjà vécues dans d'autres pays du continent. Elle illustre de manière sanglante la barbarie dans laquelle sombre l'Afrique sous le poids de la misère engendrée par le système capitaliste et des dictatures soutenues par les dirigeants impérialistes.

EXCISION

UNE PRATIQUE BARBARE A COMBATTRE

Une fille malienne, ancienne victime de l'excision, a porté plainte contre l'exciseuse et ses propres parents. Suite à cela, le tribunal a condamné la praticienne à 8 ans de prison ferme, et ses parents à 5 ans de prison avec sursis, pour complicité.

Depuis que cette cour d'assises a jeté en prison cette exciseuse malienne, les discussions sont assez

vives dans le milieu immigré, notamment parmi les travailleurs africains des foyers.

Dans la plupart des cas, c'est l'indignation: "8 ans, c'est trop. Et puis ce n'est pas ça qui mettra fin à l'excision en France". Souvent aussi, cette remarque: "Les Blancs s'attaquent à nos coutumes, ils veulent nous imposer les manières occidentales". Un travailleur dit:

"Si on n'excise pas, les femmes trouvent du plaisir, et elles deviennent infidèles".



Sénégal: femmes contre l'excision

Mais quelquefois, on entend d'autres sons de cloche. A propos de "Mama Gréou", l'exciseuse: "Elle se croit en Afrique ou quoi? Ici, c'est interdit." ou bien encore: "Moi, si j'ai une fille, je ne la ferai pas exciser".

La plaignante a-t-elle été "manipulée par des Blancs" comme disent ses détracteurs? A-t-elle "trahi" les siens en portant plainte comme le disent d'autres ou les mêmes?

Peu importe! Cette fille a eu du courage. Ayant souffert dans sa chair de cette mutilation, elle ne veut pas que d'autres filles subissent le même sort. Elle ne tolère plus qu'on mutile les enfants, en secret, et dans la conspiration, sous prétexte que c'est la tradition. Alors elle a eu ce courage de témoigner quitte à traîner ses parents devant les juges.

C'est une bonne chose que des Africaines osent publiquement dénoncer cette forme de mutilation qu'est l'excision. N'en déplaise à tous ceux qui défendent cette pratique au nom des "coutumes" ou

des "valeurs culturelles". Car une coutume qui utilise la violence contre des petites filles sans défense, ne peut être que mauvaise.

Ceux qui luttent contre l'excision se voient accusés d'abandonner leurs traditions pour suivre celles "Blancs". C'est enfantin. En Afrique même, des voix s'élèvent de plus en plus contre cela. En Afrique même, cette pratique moyenâgeuse est interdite dans certains pays comme la Côte d'Ivoire, le Burkina et le Sénégal mais uniquement de manière formelle et hypocrite. Dans ce dernier pays par exemple, les femmes ne se sont pas contentées d'une loi, qui, on le sait, ne sera pas appliquée dans les faits. Certaines femmes, la plupart des victimes, soutenues d'ailleurs par d'anciennes exciseuses, se sont organisées en associations. Elles sillonnent des villages du Sénégal pour tenter de persuader les paysannes d'abandonnent la pratique de l'excision.

De telles associations qui luttent contre l'excision existent aussi dans les métropoles capitalistes, et notamment ici en France. Mais cette dernière affaire portée devant le tribunal illustre bien le fait que même en plein coeur de Paris le combat contre cette pratique est loin d'être gagné d'avance, y compris pour les fillettes nées ici dans l'immigration, tant la pression et l'influence néfaste des chefs religieux ou traditionnels, des marabouts, sont fortes comparées à la menace d'être poursuivie par la justice. Cette pression négative est d'autant plus forte que la société capitaliste française, loin d'élever le niveau de vie des populations pauvres, de leur permettre de lutter contre l'ignorance, les superstitions et l'obscurantisme, les enfonce plutôt dans la misère, surtout avec l'aggravation de la crise.

Certes, la répression ne peut mettre un terme à cette pratique de

l'excision qui est liée à des préjugés et à l'ignorance dont certains ne disparaîtront qu'avec la destruction de cette société injuste basée sur l'exploitation et le profit. Mais celles et ceux qui se

battent aujourd'hui contre l'excision, qu'ils soient Blancs ou Noirs, ont raison et méritent le soutien de tous ceux qui luttent pour un monde meilleur et plus humain.

ETHIOPIE-ERYTHREE

DERRIERE LE CONFLIT IL Y A LA VOLONTE DES DIRIGEANTS DE DETOURNER LES MECONTENTEMENTS POPULAIRES CONTRE LEUR PROPRE REGIME

Depuis l'été dernier un conflit armé couvait entre l'Erythrée et l'Ethiopie. Et c'est finalement au début du mois de février que la guerre a éclaté. Les dirigeants de ces pays s'accusent mutuellement d'avoir lancé leurs armées contre Badme, une bourgade dans la zone frontalière. C'est un petit coin de la région qui n'a aucune particularité tant du point de vue économique qu'agricole.

Et pourtant les dirigeants des deux pays ont lancé leurs armées tout le long de la frontière et bien entendu cela a fait des milliers de morts de part et d'autre.

Rappelons que les dirigeants de ces deux pays étaient des alliés dans le maquis au cours du règne, en Ethiopie, du sanguinaire Menguistu Haïlé Mariam. Issayas Afeworki, dirigeant du Front de Libération Erythréen avait fait cause commune avec un opposant éthiopien, Meles Zenawi, qui lui, luttait pour la libération du Tigré, une région qui fait frontière avec l'Erythrée. Avec le soutien de l'impérialisme américain, l'Erythrée a eu son indépendance après en 30 ans de guerre. Et Issayas Afeworki est devenu le dirigeant du pays.

De son côté, Meles Zenawi n'a pas eu du mal à occuper la place que Menguistu a laissée vacante dans sa fuite avec armes et bagages, hors de

l'Ethiopie.

Après l'euphorie de l'indépendance conquise en Erythrée et la chute du sanguinaire Menguistu en Ethiopie, les dirigeants de ces deux pays n'ont rien changé aux conditions de vie des populations. Certes au début ils ont plutôt agi en alliés naturels. L'Erythrée a continué à utiliser la monnaie éthiopienne, l'Ethiopie de son côté à se servir des ports de l'Erythrée pour la circulation de ses marchandises. L'économie et l'histoire de ces deux pays étant très liées depuis des siècles, on aurait pu penser qu'après le règne de la monarchie et ensuite celui de la dictature militaire de Menguistu, les populations allaient connaître une accalmie. Mais cela ne dura pas longtemps.

La politique de ces deux dirigeants devenaient de plus en plus impopulaire. En particulier, en Erythrée, depuis environ un an et demi, ils ont lancé une nouvelle monnaie, le Nacfa, pour avoir plus de liberté monétaire dans les transactions financières avec l'extérieur. Et cela a déclenché une crise avec son voisin l'Ethiopie car l'économie de ces deux pays est intimement liée. On peut dire que l'Erythrée dépend pour beaucoup de l'Ethiopie pour sa consommation en produits agricoles. Au début, les deux pays ont signé un accord de

libre circulation des hommes et des marchandises, ce qui, de fait, existait déjà. Mais depuis la création de la nouvelle monnaie en Erythrée la tension est montée entre les deux pays. Les commerçants éthiopiens ne font pas confiance en la nouvelle monnaie, la circulation des marchandises a beaucoup baissé, et les prix des céréales sont montés en flèche en Erythrée. Parallèlement, les commerçants éthiopiens ont commencé à ne plus emprunter les ports erythréens comme Assab pour la circulation de leurs marchandises.

En Ethiopie, la politique ethniste de Meles Zenawi a créé des mécontentements latents. Le gouvernement a placé ouvertement des hommes originaires du Tigré à des postes clé de l'appareil d'Etat et de l'administration. En plus il a licencié beaucoup de fonctionnaires. Cela a créé encore plus de chômage qu'auparavant et encore plus de mécontents.

Les dirigeants de ces deux pays ont trouvé avec cette escalade meurtrière un moyen de détourner ces mécontentements. Chacun des dirigeants a commencé à crier que le

danger menaçait leur pays. Ils ont mené une campagne nationaliste et patriotarde. A la radio et à la télé on ne parle que de cela pour attiser l'antagonisme. Les autorités éthiopiennes ont déclaré que des milliers de jeunes se sont portés volontaires dans telle ou telle région. On sait que ce n'est pas vrai. Cela se passe autrement. L'armée ou la police ramasse des jeunes, souvent paysans pauvres ou chômeurs, et les expédie de force au front après quelques temps d'entraînement militaire. On sait combien est la hantise des familles qui ont des jeunes à la maison. Si on les enrôle, ils risquent de ne plus revenir.

Le résultat, ce sont des milliers de morts de part et d'autre. Ce sont les petites gens, les pauvres qui paient la note. Et c'est vraiment révoltant.

Les dirigeants des pays occidentaux font mine de s'apitoyer sur le sort des victimes de la guerre. En fait ils trouvent leur compte lorsque des petits Etats d'Afrique ou d'ailleurs s'entre-déchirent. C'est la devise "diviser pour régner".

COTE D'IVOIRE

DIBONAN, LE MAGICIEN QUI TRANSFORME L'OR EN CUIVRE!

Le "miracle ivoirien" tant attendu se serait-il produit? 40 kg d'or se sont transformés... en cuivre. Et ce miracle, c'est Dibonan, le ministre de l'intérieur lui-même qui l'aurait réalisé.

Il y a trois semaines, des policiers de l'aéroport d'Abidjan aurait saisi 40 kg d'or. Une fois n'est pas coutume, ils n'ont pas mis la main dessus. Leur patron Dibonan averti, a fait une déclaration fracassante à la télévision sur la capacité d'intervention de sa police. Il aurait ensuite transporté cet or à son bureau, puis chez lui.

C'est là que Dibonan a réussi un véritable tour de magie: comme par enchantement, cet or se serait transformé en cuivre.

Les policiers de l'aéroport qui ne sont pas dupes, se mordent les doigts: au lieu des 10 % d'or en valeur, qu'ils devraient toucher comme prime, ils n'auront que l'équivalent ... en cuivre.

Ce qui est sûr en tous cas, c'est que s'il s'agissait au départ de 40 kg de cuivre saisi par les douaniers, jamais, une fois chez Dibonan, celui-ci ne se serait transformé en or !

COTE D'IVOIRE

**LES CROYANCES
ET LES SUPERSTITIONS
FONT LE JEU DES EXPLOITEURS**

Un vieux de 68 ans, vivant en Côte d'Ivoire, catalogué comme sorcier, a été condamné à 5 ans de prison ferme pour avoir, paraît-il, tué, à distance, un couturier résidant en France, en lui jetant un sort. Selon l'acte d'accusation, c'est le père de la victime qui serait le commanditaire. Pour payer sa dette envers sa confrérie, il aurait sacrifié son fils. Il a donc chargé le vieux sorcier pour éliminer son rejeton. Cette histoire à dormir debout est relatée par le journal "Le Jour" du 11 mars, qui semble croire à ses âneries d'un âge révolu.

Que de nos jours, à la veille du 21^{ème} siècle, un tribunal qui se prétend moderne puisse condamner une personne à une peine de prison pour des pratiques de sorcellerie, illustre bien l'état de l'arriération dans laquelle le

système capitaliste maintient la population.

A l'heure où l'on explore d'autres planètes après avoir marché sur la lune, à l'heure où l'on continue d'envoyer des satellites dans l'espace, ceux qui nous dirigent cautionnent et propagent les pratiques obscurantistes.

La bourgeoisie ne se contente pas, en effet, de maintenir la grande partie de la population dans la misère. Elle s'appuie et perpétue toutes sortes de croyances pour maintenir les populations pauvres et les travailleurs dans l'ignorance afin de mieux les dominer. Et les prétendus "intellectuels" qui croient à ces imbécillités, comme ceux du journal "Le Jour", font en réalité le jeu du pouvoir et des exploiters.

TCHAD

**SOUS LA PRESSION, DEBY LIBERE
LE DEPUTE YORONGAR**

Yorongar Le Moïban, député fédéraliste détenu depuis plusieurs mois à la maison d'arrêt de Ndjaména pour "diffamations" envers le chef de l'Etat, vient de recouvrer sa liberté par décret présidentiel. Un communiqué officiel parle de "grâce" du président. Mais en réalité, ce sont les pressions exercées sur Déby, aussi bien intérieures qu'extérieures, qui l'ont fait céder.

Ainsi, dès sa libération, Yorongar a dénoncé, lors d'une interview, le mépris de la vie par les geôliers et les conditions de détention dans cette prison, remplie, affirme-t-il, à 99% de

jeunes. Il raconte qu'un jeune détenu, pour fuir l'enfer de l'incarcération, tente de s'évader en escaladant le mur de la prison. Il tombe sur un gardien qui le maîtrise et lui fait sauter la cervelle. Un autre jeune essaie de prendre le large: une balle lui sectionne le bras, et il est abandonné à son sort. Il a fallu une visite inopinée de la croix rouge pour obliger ses geôliers à le transporter à l'hôpital. Quant aux conditions d'hygiène à la maison d'arrêt, il constate: "Je ne pouvais entrer dans la douche commune en marchant sur des excréments humains".

Yorongar est un opportuniste

notoire. Dans le passé, il a employé le clair de son temps à collaborer avec d'anciens dictateurs. Avant d'être élu député, il avait occupé de hautes fonctions sous le régime de Hissen Habré. Il était le porte-parole de ce dictateur dans le Sud du pays, à Doba notamment d'où il est originaire. Par sa collaboration il s'est fait le complice des assassinats perpétrés sous le règne de Habré.

Aujourd'hui, s'il critique avec virulence le régime au pouvoir à Ndjaména, c'est tout à fait démagogique, parce que Déby ne lui a peut-être pas offert une petite place dans son gouvernement. Il se serait sans doute tu comme sous le régime de Habré s'il avait obtenu un poste important et lucratif.

Mais les conditions de détention dans la maison d'arrêt qu'il dénonce sont réelles. En tant que député, il a eu droit, malgré certaines difficultés, à des visites, à des soins. Mais combien de petites gens croupissent dans ces cellules, sans soin, sans aucun droit, à la merci totale des geôliers.

Ce qui se passe dans les cellules tchadiennes montre bien combien le régime en place est féroce envers les petites gens en général. A Ndjaména ou dans les autres villes du pays, des éléments des forces armées font la loi. Sous la menace de leur kalachnikov, ils rançonnent les populations en toute impunité.

ESCLAVAGE

UNE RECONNAISSANCE TARDIVE ET HYPOCRITE COMME CRIME CONTRE L'HUMANITE

Le 18 février dernier, les députés français (à l'exception de ceux de Démocratie Libérale refusant de participer au vote) ont adopté un texte qualifiant "la traite transatlantique et l'esclavage, perpétré à partir du 15 ème siècle contre les populations africaines déportées en Europe, aux Amériques et dans l'océan indien" de "crime contre l'humanité". Ce texte a été présenté par la députée de Guyane (apparentée PS), à l'initiative de groupes indépendantistes des Antilles et de Guyane.

150 ans après l'abolition officielle de l'esclavage, l'Etat français reconnaît tout à fait symboliquement cette barbarie qu'a été l'esclavage comme un crime "contre l'humanité", caractérisation réservée essentiellement jusqu'à ce jour à l'extermination des juifs par les nazis durant la deuxième guerre mondiale.

Ce projet de loi ne coûtera rien ni à l'Etat français ni à la bourgeoisie qui s'est enrichie à travers le commerce et l'exploitation des esclaves. Il s'agit tout simplement d'une reconnaissance d'un crime "historique" dont la seule portée sera probablement le rajout d'un chapitre supplémentaire dans les manuels d'histoire enseignée dans les écoles.

Rappelons que durant près de quatre siècles d'esclavage, entre 15 et 30 millions d'Africains furent déportés aux Caraïbes et en Amérique pour être exploités dans les plantations de canne à sucre et de coton. A ceux-là s'ajoutent environ 70 millions de disparus pendant la traite, la chasse et le transport.

C'est cette exploitation féroce qui permet à la bourgeoisie des pays européens de faire fortune et de

dominer le monde entier. Une fois l'esclavage aboli, les bourgeois ont réinvesti dans d'autres commerces et industries les capitaux accumulés grâce à l'esclavage. Ce sont les descendants de cette même



Haïti: l'insurrection
des esclaves en 1791

bourgeoisie qui colonisèrent par la suite l'Afrique pour continuer le pillage avec d'autres méthodes mais

tout aussi barbares. Et c'est ce même système capitaliste qui est aujourd'hui responsable de la misère et des dictatures sanguinaires qui règnent dans les pays africains. C'est également ce même système qui réduit, au coeur même des métropoles impérialistes, des millions de personnes au chômage et à la misère alors que les profits de la bourgeoisie n'ont jamais été aussi grands.

Finalment, cette reconnaissance de l'esclavage comme crime contre l'humanité n'est qu'une hypocrisie de plus de la bourgeoisie française. Ce crime, il faudra cependant qu'un jour elle le paye. Mais il n'y a que le prolétariat révolutionnaire qui pourra le lui faire payer en expropriant les richesses qu'elle détient et en mettant en commun toute l'économie au service de l'humanité toute entière. Ce n'est qu'une fois la bourgeoisie disparue et son système capitaliste mis à la poubelle de l'histoire que l'on pourra dire réellement qu'une page douloureuse de l'histoire de l'humanité sera véritablement tournée.

IL Y A 80 ANS NAISSAIT L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

Du 2 au 6 mars 1919, fut proclamée la troisième Internationale, l'Internationale communiste (IC). Malgré le blocus militaire imposé par les grandes puissances, quelques dizaines de délégués représentant les différentes organisations du mouvement communiste naissant, réussissent à se réunir à Moscou. Ce sont les dirigeants du jeune Etat ouvrier et du parti communiste russe qui ont pris l'initiative d'y organiser son congrès de fondation.

Dès 1914, à la veille de l'éclatement de la 1^{ère} guerre mondiale, les dirigeants des

principaux partis socialistes d'Europe, et surtout le plus important d'entre-eux, le Parti Social-Démocrate Allemand (PSD), avaient trahi l'idéal révolutionnaire en acceptant de collaborer avec la bourgeoisie de leurs pays respectifs. Ils votèrent les crédits de guerre et usèrent de leur influence pour faire accepter aux travailleurs la boucherie mondiale dans laquelle les impérialistes les ont jetés.

Lénine et les dirigeants bolcheviques proclamaient dès 1915 que la 2^{ème} internationale avait failli, gangrenée qu'elle était par

l'opportunisme et le chauvinisme des principaux dirigeants socialistes. Ils se posèrent dès lors le problème de construire une nouvelle internationale car à leurs yeux cet objectif est fondamental au prolétariat pour en venir à bout du système capitaliste ignoble qui plongeait l'Europe voire la planète dans une catastrophe sans précédent.

Il s'agissait de construire le parti mondial de la révolution socialiste, l'instrument qui permettrait de coordonner le combat des différents partis communistes mondiaux. Dans les pays où ces partis n'existaient pas, il s'agissait de tout mettre en oeuvre



Lénine et Trotsky

pour que les travailleurs puissent construire au plus vite dans chacun d'eux un authentique parti révolutionnaire.

Le 1er congrès de l'IC affirmait que "c'est elle (la classe ouvrière) qui doit instituer l'ordre véritable, l'ordre communiste. Elle doit briser la domination du capital, rendre les guerres impossibles, effacer les frontières entre les Etats, transformer le monde en une vaste communauté travaillant pour elle-même, réaliser la solidarité fraternelle et la libération des peuples".

Malgré la guerre civile qui

faisait rage en Russie, malgré le blocus imposé à la Russie par les impérialismes coalisés, malgré l'état de famine effroyable qui en résultait, il s'agissait pour les dirigeants du jeune Etat soviétique de réussir à planter le drapeau rouge de l'émancipation prolétarienne.

Des milliers de prolétaires de par l'Europe voire du monde entier avaient les yeux tournés vers la Russie. Pour les Bolcheviques, la révolution débutée en Russie n'était que le commencement de la révolution mondiale. Pour Lénine et Trotsky la Russie était un pays sous développé. C'était le maillon le plus faible par lequel le capitalisme avait cédé. Il n'était pas question pour eux de penser que le prolétariat puisse y construire le socialisme dans les limites de ses seules frontières sans l'aide du prolétariat des pays industriellement développés telle que l'Allemagne.

La fondation de l'IC s'était faite en pleine vague révolutionnaire. En janvier 1919, le prolétariat de Berlin (capitale allemande de l'époque) a subi une lourde défaite. Les dirigeants révolutionnaires allemands, Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht ainsi que des milliers de militants communistes étaient sauvagement assassinés par les militaires de cette lère république bourgeoise allemande dite socialiste. En février, Bela Kun a pris le pouvoir en Hongrie à la tête d'une insurrection ouvrière. En mars la révolution éclate en Bavière (Allemagne). Des mouvements révolutionnaires éclataient en Italie et des vagues de grèves s'annonçaient en France.

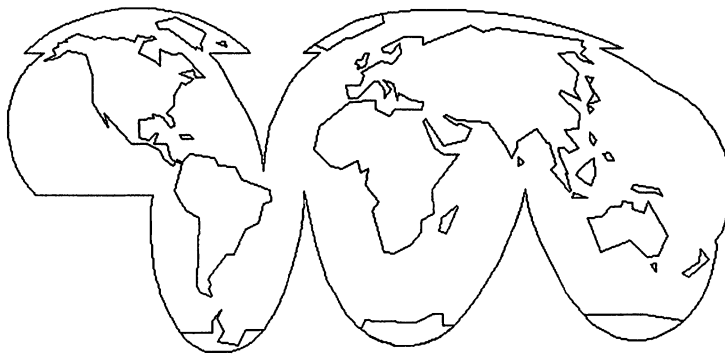
Pendant toute l'année 1919, un véritable afflux se produisait vers l'IC en même temps que la 2^{ème} Internationale se vidait. Malheureusement la révolution russe fut épuisée car la vague révolutionnaire qui traversa

l'Europe finit par être écrasée à cause de la trahison des dirigeants sociaux-démocrates et de la faiblesse et l'inexpérience des jeunes partis communistes. La bourgeoisie européenne victorieuse réussit dans ces conditions à étrangler la révolution. Etouffée, circonscrite à l'intérieur des frontières russes, elle finira par dégénérer. Une caste bureaucratique finira par usurper le pouvoir politique au prolétariat. Dès 1923-24, l'Internationale qui était l'instrument de la révolution socialiste se transformera en instrument de la politique extérieure de la bureaucratie soviétique. Le spectre de la

révolution mondiale était écartée pour la bourgeoisie. Staline a dissous l'Internationale en 1943 pour faire plaisir à ses alliés, les impérialistes anglo-américains.

L'IC telle quelle a été incarnée par ses fondateurs Lénine et Trotsky est un héritage précieux pour tous les révolutionnaires. C'est l'immense expérience du mouvement révolutionnaire depuis avant la 1 ère guerre mondiale jusqu'à l'après-guerre. Elle a laissé aux révolutionnaires les voies à suivre pour l'indispensable construction d'une véritable Internationale nécessaire au triomphe de la révolution socialiste mondiale.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.

- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.